



Office fédéral de l'énergie
Section NE
3003 Berne

Paudex, le 12.03.2015
EP/mjb

**Stratégie Réseaux électriques
Réponse à la consultation**

Madame, Monsieur,

Nous faisons suite au courrier du 28.11.2014 de la Cheffe du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) relatif à la Stratégie mentionnée en titre et vous prions de trouver, ci-après, notre prise de position sur cet objet comprenant, au point 2, nos réponses au questionnaire de l'Office fédéral de l'énergie (OFEN) annexé à la présente consultation.

Par ailleurs, nous vous transmettons également la présente, ce jour, par courrier électronique, à strategie-stromnetze@bfe.admin.ch.

1. Remarques générales sur la politique énergétique et la Stratégie Réseaux électriques

Le Centre Patronal déplore vivement une nouvelle fois que la consultation relative à la Stratégie Réseaux électriques ait lieu plus tard que celle relative à l'ouverture complète du marché de l'électricité et alors que le premier « paquet » de la Stratégie énergétique 2050 est déjà traité par la commission de l'énergie (CEATE) du 2^e Conseil (Conseil des Etats). Cette dissociation de trois objets intrinsèquement liés ne fait pas honneur au Conseil fédéral en général et à la direction du DETEC en particulier.

Cela dit, nous prenons note du fait que le projet de Stratégie Réseaux électriques prévoit de modifier la loi fédérale sur les installations électriques (LIE) et la loi fédérale sur l'approvisionnement en électricité (LApEl), afin de créer le cadre réglementaire pour un développement des réseaux électriques suisses en temps voulu et conformément aux besoins, l'approvisionnement de notre pays en électricité étant de la plus haute importance.

Nous relevons en particulier que cette stratégie vise à mieux structurer la procédure de développement du réseau, à optimiser les procédures d'autorisation, à fixer des critères pour décider de poser des lignes électriques souterraines et aériennes et à informer davantage le grand public du développement du réseau et des possibilités de participer à la procédure.

Nous saluons l'élaboration d'une telle stratégie, d'autant plus indispensable que le premier « paquet » de la Stratégie énergétique 2050 va accroître notre dépendance aux importations de courant européen (produit notamment par des centrales thermiques allemandes utilisant du charbon US). Mais nous dénonçons l'absence dans le rapport explicatif de la présente consultation de toute carte actualisée des goulets d'étranglement des réseaux électriques

d'ores et déjà identifiés. Cette absence est d'autant moins explicable que des cartes des goulots ferroviaires et autoroutiers ont été établies respectivement par l'Office fédéral des transports (OFT) et l'Office fédéral des routes (OFROU), voire l'Office fédéral du développement territorial (ARE) et publiées dans des rapports explicatifs de consultations et Messages du Conseil fédéral.

Enfin et surtout, nous relevons les coûts globaux considérables relatifs à la rénovation et au développement du réseau de transport ainsi qu'au développement du réseau de distribution (18 milliards de francs d'ici 2050, cf. pp. 70-71 du rapport explicatif), du fait notamment de la décentralisation du réseau électrique découlant de la production de nouvelles énergies renouvelables voulue par le premier « paquet » de la Stratégie énergétique 2050. A ce titre, nous relevons que le rapport explicatif mentionne d'une manière proche de la désinvolture des augmentations de quelque 10 centimes du prix du kilowattheure (kWh) par ménage dit représentatif, ce qui donne à penser que les coûts pour les entreprises seront également importants. D'autant que le coût des réseaux électriques « intelligents » (smart grids) semble fort difficile à estimer.

Nous appelons ainsi la CEATE du Conseil des Etats à maintenir, dans le cadre du traitement du premier « paquet » de la Stratégie énergétique 2050, la taxe pour les énergies renouvelables (RPC) à 1,5 centime / kWh et la taxe CO2 sur les combustibles au taux actuel. Par ailleurs, nous demandons au Conseil fédéral d'abandonner tout projet de réforme fiscale écologique, compte tenu notamment de la déroute historique en votation populaire du 08.03.2015 de l'initiative des Verts libéraux « Remplacer la TVA par une taxe sur l'énergie ».

2. Remarques détaillées (Réponses aux 26 questions du questionnaire de l'OFEN)

Scénario-cadre

1. Etes-vous d'accord que le scénario-cadre énergétique soit inscrit dans la loi en tant que paramètre contraignant pour la planification du réseau par les gestionnaires de réseau?

Art. 9a, al. 1, LApEI

Rapport explicatif, 1.2.3.1 et 2.2 (scénario-cadre)

☒ Oui ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques:

2. Etes-vous d'accord qu'une périodicité fixe soit ancrée dans la loi pour vérifier et mettre à jour le scénario-cadre dans le domaine de l'énergie?

Art. 9a, al. 4, LApEI

Rapport explicatif, 1.2.3.1 et 2.2 (scénario-cadre)

☒ Oui ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques :

3. Etes-vous d'accord avec une périodicité de 5 ans pour vérifier et mettre à jour le scénario-cadre dans le domaine de l'énergie?

Art. 9a, al. 4, LApEI

Rapport explicatif, 1.2.3.1 et 2.2 (scénario-cadre)

☒ Oui ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques:

Détermination des besoins

4. Etes-vous d'accord d'inscrire dans la loi le principe RORE (Réseau Optimisé avant Renforcement avant Extension) comme faisant partie des principes techniques pour la planification du réseau?

Art. 9d, al. 2, LApEI

Rapport explicatif, 1.2.3.2 et 2.2 (principes pour la planification du réseau)

☒ Oui ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques:

Mais nous insistons sur le fait que des projets d'extension du réseau devront être entrepris pour assurer la sécurité d'approvisionnement de notre pays et de ses différentes régions en électricité.

5. Etes-vous d'accord avec la définition du point d'injection pour les nouvelles installations de production?

Art. 9c LApEI

Rapport explicatif, 1.2.3.2 et 2.2 (principes pour la planification du réseau)

☐ Oui ☐ Non ☒ Aucun avis

Remarques:

6. Etes-vous d'accord pour que les gestionnaires de réseau des niveaux de réseau 3 à 7 soient tenus d'associer de manière appropriée les cantons, les communes et les autres acteurs concernés dans le cadre de la détermination des besoins?

Art. 9e, al. 2, LApEI

Rapport explicatif, 1.2.3.2 et 2.2 (coordination de la planification)

☒ Oui ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques:

7. Estimez-vous nécessaire/judicieux qu'un délai soit ancré dans la loi concernant la transmission à l'EiCom des plans pluriannuels par les gestionnaires de réseau?

Art. 9b, al. 1, LApEI

Rapport explicatif, 1.2.3.2 et 2.2 (coordination de la planification)

☒ Oui ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques:

8. Si vous avez répondu oui à la question 7: Etes-vous d'accord pour que le délai ancré dans la loi soit de 9 mois concernant la transmission à l'EiCom des plans pluriannuels par les gestionnaires de réseau? Dans le cas contraire, quel délai (nombre de mois) jugez-vous approprié (veuillez préciser)?

Art. 9b, al. 1, LApEI

Rapport explicatif, 1.2.3.2 et 2.2 (coordination de la planification)

☒ Oui ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques :

9. Etes-vous d'accord pour que l'EiCom examine à l'avenir les plans pluriannuels des gestionnaires de réseau et communique le résultat de son contrôle par écrit?
Remarque: conformément à l'art. 6, al. 1, let. a OApEI, les gestionnaires de réseau de distribution sont libérés de l'obligation d'établir des plans pluriannuels pour les réseaux dont la tension est égale à 36 kV (niveaux de réseau 5 et 7) et inférieure, de sorte que seuls les gestionnaires de réseau de transport et les gestionnaires de réseau de distribution du niveau de réseau 3 sont tenus d'établir des plans pluriannuels.
Art. 22, al. 2^{bis}, LApEI
Rapport explicatif, 1.2.3.2 et 2.2 (tâches)

☒ Oui ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques:

10. Estimez-vous nécessaire/judicieux qu'un délai soit ancré dans la loi concernant l'examen des plans pluriannuels par l'EiCom (après leur transmission)?
Art. 22, al. 2^{bis}, LApEI
Rapport explicatif, 1.2.3.2 et 2.2 (tâches)

☒ Oui ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques:

11. Si vous avez répondu oui à la question 10: Etes-vous d'accord pour que le délai ancré dans la loi soit de 9 mois concernant l'examen des plans pluriannuels par l'EiCom après leur transmission? Dans le cas contraire, quel délai (nombre de mois) jugez-vous approprié (veuillez préciser)?
Art. 22, al. 2^{bis}, LApEI
Rapport explicatif, 1.2.3.2 et 2.2 (tâches)

☒ Oui ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques :

Intérêt national

12. Estimez-vous pertinent que les installations du réseau de transport présentent, de par la loi, un intérêt national et que le Conseil fédéral puisse reconnaître que d'autres installations du réseau de distribution à haute tension (niveau de réseau 3) peuvent également être d'intérêt national?
Art. 15d, al. 2 et 3, LIE
Rapport explicatif, 1.2.3.3 et 2.1

☒ Oui ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques:
Nous insistons sur le fait que les installations du réseau de transport électrique présentent un intérêt national qui doit primer sur les aspects relatifs à la protection de la nature et du paysage.

Coordination territoriale

13. Etes-vous d'accord pour que les lignes du niveau de tension 1 doivent continuer de faire, en principe, l'objet d'une procédure de plan sectoriel à l'avenir?

Art. 15e LIE

Rapport explicatif, 1.2.3.4 et 2.1

☒ Oui ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques:

14. Estimez-vous nécessaire que la procédure de plan sectoriel en 2 étapes (1^{ère} étape: fixation d'une zone de planification, 2^e étape: fixation d'un corridor de planification et détermination de la technologie de transport à employer) qui était réglée jusqu'ici à l'échelon de l'ordonnance soit réglementée désormais dans la loi? (Jusqu'ici: art. 1a à 1d de l'ordonnance sur la procédure d'approbation des plans des installations électriques; RS 734.25; OPIE)

Art. 15e à 15j LIE

Rapport explicatif, 1.2.2.4 et 2.1

☐ Nécessaire ☐ Non nécessaire ☒ Aucun avis

Remarques:

Autorisation des projets

15. Estimez-vous pertinent que l'autorisation des lignes du réseau de transport relève de la responsabilité directe de l'OFEN?

Remarque: une adaptation de l'article correspondant (art. 16, al. 2, let. b LIE) n'est pas encore prévue dans le cadre de la Stratégie Réseaux électriques, de sorte que l'OFEN est compétent pour les lignes du réseau de transport (niveau de réseau 1) uniquement dans la mesure où l'Inspection fédérale des installations à courant fort ESTI n'a pas pu traiter les oppositions ou résoudre les désaccords avec les autorités fédérales impliquées.

☒ Oui ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques:

16. Estimez-vous nécessaire que des alignements puissent être fixés afin de réserver à long terme les terrains nécessaires à l'extension ou à la rénovation d'une ligne existante?

Art. 18b LIE

Rapport explicatif, 1.2.3.5 et 2.1

☒ Oui ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques:

17. Comment jugez-vous le fait que l'OFEN puisse confier la réalisation de procédures d'approbation des plans à des personnes extérieures à l'administration?

Art. 17a LIE

Rapport explicatif, 1.2.3.5 et 2.1

☒ Pertinent ☐ Non pertinent ☐ Aucun avis

Remarques:

Mais nous insistons sur le fait que le recours à des personnes externes à l'administration doit être exceptionnel et temporaire, lorsque les ressources en personnel de l'OFEN ne suffisent pas pour exécuter la procédure dans les délais d'ordre (cf. page 54 du rapport explicatif de la présente consultation).

18. A votre avis, est-il pertinent que sur demande du gestionnaire du réseau de transport, l'autorité chargée de l'approbation des plans puisse ordonner que des mesures soient réalisées aux niveaux du réseau inférieurs (comme regroupement, câblage)?

Art. 15b, al. 2, LIE

Rapport explicatif, 1.2.3.5 et 2.1

☒ Pertinent ☐ Non pertinent ☐ Aucun avis

Remarques:

19. Pensez-vous qu'un facteur de surcoût (surcoûts liés à la réalisation de lignes souterraines au lieu de lignes aériennes) est une mesure appropriée et efficace pour développer et transformer les réseaux de distribution en temps utile (niveaux de réseau 3 à 7)?

Art. 15c LIE

Rapport explicatif, 1.2.3.5 et 2.1

☒ Oui ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques:

20. Etes-vous d'accord pour qu'une limite supérieure soit fixée dans la loi pour le facteur de surcoût et que la fixation du facteur de surcoût soit déléguée au Conseil fédéral en tenant compte de critères précis (degré de câblage, rémunération pour l'utilisation du réseau, évolution technologique, coûts d'enfouissement de la ligne)?

Art. 15c, al. 2, LIE

Rapport explicatif, 1.2.3.5 et 2.1

☒ Oui ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques:

21. Etes-vous d'accord avec la dérogation formulée à l'art. 15c, al. 3 et al. 4 LIE concernant la fixation du facteur de surcoût?

Art. 15c, al. 3 et al. 4, LIE

Rapport explicatif, 1.2.3.5 et 2.1

☐ Oui

☒ Non

☐ Aucun avis

Remarques:

Nous nous opposons à ce que le facteur de surcoût proposé (facteur 3) puisse être dépassé, ce dernier devant être considéré comme un plafond absolu pour éviter des dérives ruineuses.

22. A votre avis, d'autres mesures permettant d'optimiser/d'accélérer la procédure d'autorisation devraient-elles être prises?

(Si vous répondez oui, faites svp des propositions concrètes)

☒ Oui

☐ Non

☐ Aucun avis

Propositions concrètes / remarques:

Restrictions supplémentaires du droit de recours (organisations écologistes).

Vérification de l'efficacité des coûts

23. Etes-vous d'accord pour que les coûts des gestionnaires de réseau pour les mesures d'information soient imputables?

Art. 15, al. 2, let. d, LApEI

Rapport explicatif, 1.2.3.7 et 2.2 (coûts de réseau imputables)

☒ Oui

☐ Non

☐ Aucun avis

Remarques:

24. A votre avis, dans quelle mesure est-il pertinent que les coûts de mesures novatrices pour des réseaux intelligents (p. ex. smart grids) soient imputables, au vu de la Stratégie énergétique 2050 du Conseil fédéral?

Art. 15, al. 3, LApEI

Rapport explicatif, 1.2.3.7 et 2.2 (coûts de réseau imputables)

☒ Pertinent

☐ Non pertinent

☐ Aucun avis

Remarques:

Mais nous insistons sur le fait que le plafond de dépenses de 20 millions de francs par an, mentionné en page 73 du rapport explicatif de la présente consultation, ne soit en aucun cas dépassé.

Information du public

25. Quel est votre avis concernant l'ancrage dans la loi de la compétence donnée au Conseil fédéral et aux cantons d'informer le public des aspects importants du développement du réseau et des possibilités de participation à la procédure?

Art. 9f LApEI

Rapport explicatif, 2.2 (développement du réseau et information du public)

☒ Pertinent ☐ Non pertinent ☐ Aucun avis

Remarques:

Géodonnées

26. Estimez-vous judicieux que l'OFEN établisse un aperçu global des installations électriques et le mette à la disposition du public?

Art. 26a LIE

Rapport explicatif, 2.1 et 5.5

☒ Oui ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarques:

3. Conclusions politiques

Tout comme le Conseil fédéral (cf. page 12 du rapport explicatif de la présente consultation) et en bonne logique avec notre prise de position du 21.01.2015 relative à l'Arrêté fédéral sur la deuxième étape de l'ouverture du marché de l'électricité, nous sommes d'avis que la Suisse doit être étroitement reliée à l'Europe, tant commercialement que par son réseau électrique, afin notamment que les fluctuations de l'injection d'électricité renouvelable puissent être compensées à large échelle par des importations de courant.

Nous insistons également sur la mise en œuvre de mesures de renouvellement de notre réseau de transport électrique, souvent très âgé et sur la nécessité de développer ce réseau pour éliminer des goulots d'étranglement régionaux, notamment en Suisse romande.

En ce sens, nous demandons au Conseil fédéral de faire réaliser et publier au plus vite une carte actualisée des goulots d'étranglement des réseaux électriques d'ores et déjà identifiés.

Compte tenu de nos remarques susmentionnées, nous pouvons donc soutenir la Stratégie Réseaux électriques.

En vous remerciant de l'attention que vous voudrez bien porter à cette prise de position, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de notre considération distinguée.

Centre Patronal



Patrick Eperon